

L'oppression policière des Afro-Américains et la création du mouvement Black Lives Matter



NOTE D'ANALYSE

Jasmine Denoncourt
Mars 2017

INTRODUCTION

L'histoire des Afro-Américains aux États-Unis en est une de domination et d'exclusion. À leur création, les États-Unis étaient majoritairement constitués d'une population européenne envoyée pour la colonisation. L'importation d'esclaves africains était, à cette époque, une pratique répandue pour soutenir économiquement les plantations du sud. La première grande avancée en matière de droit des Noirs est l'abolition de cet esclavage, proclamée par le président Abraham Lincoln en janvier 1863 (Corbo et Gagnon, 2016 : 31) Elle ne sera effective sur l'ensemble du territoire que suite à la victoire des États du Nord lors de la guerre de Sécession (1861-1865). Le Congrès adoptera ensuite le 15^{ième} amendement à la Constitution, qui stipule que « Le droit de vote des citoyens des États-Unis ne sera dénié ou limité par les États-Unis, ou par aucun État, pour des raisons de race, couleur, ou de condition antérieure de servitude » (Boudon et Rials, 2012 : 25-43). Cependant, à partir de 1875, les États-Unis entrent dans une époque de ségrégation raciale. Cette période a pour but de faire des compromis pour réunir un pays divisé par les ravages de la guerre. Les anciens États sudistes mettent donc en place les [lois Jim Crow](#) qui légitiment la ségrégation raciale. Comme l'esclavage, cette division est basée sur l'idée de la suprématie des Blancs. C'est l'avènement de la doctrine « séparés mais égaux (*separate but equal*) » (Thompson-Miller et al., 2015 : 79). Bref, les Afro-Américains sont des citoyens, mais de seconde zone. Il faudra attendre 1965, avec l'action du président Lyndon B. Johnson et le *Voting Rights*

Seperate but equal

L'expression décrit la philosophie juridique de la ségrégation raciale institutionnelle à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle. Elle est surtout associée la décision de la Cour suprême dans le cas [Plessy c. Ferguson](#), en 1896, qui confirme la légalité de la ségrégation dans les installations publiques.

NOTE D'ANALYSE

L'oppression policière des Afro-Américains et la création du mouvement Black Lives Matter, Jasmine Denoncourt

Le Voting Rights Act

Instaurée le 2 juillet 1964, cette loi a pour but d'interdire la ségrégation dans les places publiques ainsi que sur les lieux de travail. Elle interdit la discrimination basée sur la race, le sexe, la religion et l'origine nationale. Elle permet également de poursuivre les établissements qui ne s'y conforment pas et permet de refuser des fonds fédéraux aux États qui pratiquent la discrimination.

Act, pour obtenir une seconde grande avancée pour les droits des Afro-Américains (Risen, 2014 : 2).

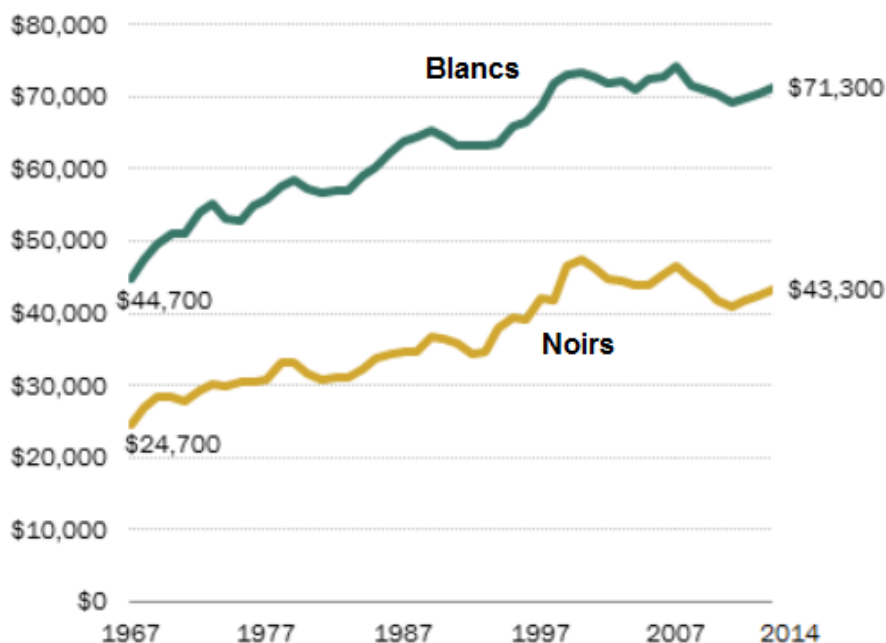
La lutte pour les droits des Noirs a considérablement avancé à travers les siècles aux États-Unis. Cependant, bien que le racisme et les inégalités raciales aient diminué, ils restent des enjeux primordiaux en 2017. Effectivement, cet historique de domination a laissé des traces encore perceptibles. Même si les Noirs ont un statut théoriquement égal à celui des Blancs, dans la pratique cette égalité n'est pas atteinte. En effet, 73%

des Étatsuniens disent que le racisme reste un problème majeur dans leur pays (Abdul-Jabbar, 2015 : 31). Les personnes noires subissent une oppression systémique aux États-Unis et cette oppression est particulièrement perceptible dans leurs rapports avec les forces de l'ordre. Nous aborderons donc le mouvement *Black Lives Matter*, créée en 2013, qui visait à dénoncer cette oppression.

LA RÉALITÉ DES AFRO-AMÉRICAINS

De nombreuses statistiques attestent le fait que la population noire, aux États-Unis, est maintenue dans une situation d'oppression. Effectivement, il y a encore des écarts flagrants entre les populations noire et blanche sur les plans économiques, sociaux et politiques (Pew Research Center, 2017a). Au niveau économique, les familles afro-américaines sont généralement plus pauvres que les familles blanches. Pour l'année 2014, le revenu médian des familles ayant un chef de famille blanc était de 71 300 \$ américains, contre seulement 43 300 \$ pour une famille noire (Pew Research Center, 2017c).

Écart de revenu entre les familles étasuniennes (Pew Research Center, 2017c)



NOTE D'ANALYSE

L'oppression policière des Afro-Américains et la création du mouvement Black Lives Matter, Jasmine Denoncourt

Aussi, les Afro-Américains semblent surreprésentés au sein de la population carcérale. En 2012, les hommes noirs avaient six fois plus de chances d'être emprisonnés que les hommes blancs (Pew Research Center, 2017a). Dans la sphère politique, c'est l'inverse : les Noirs y sont sous-représentés. Alors que l'élection du premier président noir du pays n'est survenue qu'en 2008, la proportion de Noirs exerçant des fonctions électives est très nettement inférieure à leur poids démographique réel. Au début des années 2000, alors que les Noirs représentaient 12,3 % de la population, seulement 1,7 % des élus étaient d'origine afro-américaine (Sabbagh, 2004 : 464). Les Afro-Américains sont également moins susceptibles d'avoir accès à l'éducation supérieure : environ 73 % des jeunes Américains blancs entrent à l'université après l'obtention de leur diplôme d'études secondaires, mais seulement 56 % des Noirs en font autant. De plus, 64,2 % des jeunes Blancs ayant commencé des études universitaires obtiennent un baccalauréat auprès une période de six ans, alors que seulement 43,8 % de la population afro-américaine y arrivent (Camera, 2015). Finalement, de nombreux groupes haineux restent présents sur le territoire des États-Unis. En 2014, 784 de ses groupes ont été recensés. Le [Ku Klux Klan](#) existe encore et compte plus de

3

Qu'est-ce qu'un groupe haineux ?

Un groupe haineux est un mouvement organisé qui préconise et pratique la haine, l'hostilité ou la violence sur la base de la race, l'ethnicité, la nation, la religion, le sexe, l'identité de genre, l'orientation sexuelle ou tout autre secteur désigné de la société. Ces groupes possèdent généralement un discours de propagande incitant à des crimes haineux. Les crimes haineux sont définis comme une infraction criminelle contre une personne ou un bien motivé en tout ou en partie par le parti pris d'un délinquant contre une race, une religion, un handicap, une orientation sexuelle, une origine ethnique, un sexe ou une identité de genre. La haine, à elle seule, n'est pas un crime et le FBI est conscient de l'importance de la protection de la liberté d'expression et des autres libertés civiles. (FBI, 2016)

5000 membres (Radio-Canada, 2016a). D'autres groupes suprématistes ont pris de l'expansion puisque l'élection en 2008 du premier président noir, Barack Obama, a été largement instrumentalisée par ces groupes pour servir d'outil de recrutement et pour symboliser le déclin de la civilisation blanche. Ce sont, aujourd'hui, les groupes néonazis, inspirés par Adolf Hitler, qui sont en ascension avec des dizaines de milliers de sympathisants partout aux pays (Radio-Canada, 2016a). De ce fait, les droits des minorités noires sont encore plus ouvertement contestés.

Cette constante position d'infériorité dans laquelle sont placées les personnes noires est également perceptible dans leurs relations avec la police. Au cours de la dernière décennie, de nombreuses bévues policières meurtrières sont survenues, impliquaient souvent des personnes noires, causant des inquiétudes et des tensions. Celles-ci ont contribué à l'éveil du mouvement *Black Lives Matter*.

L'HISTOIRE DE TRAYVON MARTIN

L'affaire ayant mené à la création du mouvement *Black Lives Matter* est le cas de Trayvon Martin. Le 26 février 2012, à Sanford en Floride, Martin, un jeune afro-américain de 17 ans non armé, est abattu par George Zimmerman, un Latino-Américain de 28 ans. Zimmerman agissait alors comme vigile de surveillance volontaire dans un quartier résidentiel sécurisé. Il a aperçu Martin et jugeait que celui-ci était menaçant. Zimmerman a donc appelé la police, qui lui a signifié de ne pas intervenir. Cependant, Zimmerman est tout de même allé à la rencontre de Martin. Il s'en est suivi une bagarre dans laquelle Martin a été tué par balle (French, 2012 : 51). Le gouvernement a refusé de porter des accusations contre Zimmerman jusqu'à ce que l'attention médiatique et les protestations publiques aient rendu la mort de Martin impossible à ignorer. L'État de Floride considérait les preuves comme étant insuffisantes. Quarante-six jours s'écouleront avant que

NOTE D'ANALYSE

L'oppression policière des Afro-Américains et la création du mouvement Black Lives Matter, Jasmine Denoncourt

Zimmerman ne soit formellement accusé. Le gouverneur républicain nommera alors un procureur spécial pour enquêter sur l'affaire dans le but de mettre fin à la vindicte populaire, alimentée par les médias de gauche qui ont pris le parti de Trayvon Martin. (French, 2012 : 52). Zimmerman sera toutefois acquitté du meurtre. Au procès, il documente les blessures qu'il a subies au visage, au nez, au dos et à la tête comme autant de preuves de son droit en l'autodéfense. Il plaide également que la loi *Stand your Ground* (une loi qui permet à une personne d'utiliser une force létale en situation de légitime défense sans d'abord essayer de battre en retraite) lui permettait de faire usage de la force létale contre Trayvon Martin. En fin de compte, le jury a tranché en faveur de Zimmerman en affirmant que celui-ci, en tirant sur Trayvon Martin, se défendait simplement contre l'agression de l'adolescent non armé (Ross, 2016 : 20). L'incident et la réaction tardive de la police ont suscité l'indignation et la controverse quant au rôle des préjugés raciaux dans cet incident. La perception de ce cas comme étant un incident basé sur la race est clairement un élément discordant entre les individus blancs et les communautés noires (Toporek, 2013 : 7) : le premier groupe considère que Zimmerman a agi en état de légitime défense et selon la loi *Stand Your Ground* (Stockdale, 2016 : 453), alors que d'autres voix se sont élevées pour affirmer qu'il s'agissait plutôt d'un crime raciste et haineux. À cet égard, ces groupes soutiennent que Zimmerman aurait dû être jugé coupable et que Trayvon Martin « was killed for the crime of 'walking while black' » (French, 2012 : 54). C'est de cette contestation qu'est né le regroupement *Black Lives Matter*, mouvement militant et activiste créé en 2013 par Alicia Garza, Opal Tometi et Patrisse Cullors, trois femmes afro-américaines. *Black Lives Matter* organise des manifestations pour dénoncer le racisme au sens large, le profilage racial et la violence policière principalement exercée contre des personnes noires. Comme son nom l'indique, ce groupe veut mettre l'accent sur le fait que la vie des Noirs est aussi importante que celle des Blancs (Black Lives Matter, 2013). Bien que la mort de Trayvon Martin ne concerne pas les forces policières traditionnelles, elle est néanmoins fondamentale dans ce débat, car elle met en lumière les relations qu'entretiennent les Noirs avec les nouvelles formes de sécurité, comme les vigiles de citoyens, et plus important encore, elle souligne à grands traits les lacunes du système de justice des États-Unis. De plus, même si Zimmerman n'était pas à proprement parler un policier, il agissait comme tel. Il effectuait de la surveillance à la recherche de suspects pouvant déranger ou mettre en danger son quartier. Finalement, le règlement du procès en faveur de Zimmerman confirme la loi *Stand Your Ground*.

4

L'AFFAIRE ERIC GARNER

Le 17 juillet 2014, à Staten Island dans l'État de New York, Eric Garner, un Afro-Américain de 43 ans, est arrêté et tué par le New York City Police Department. Le cas d'Eric Garner a retenu l'attention de la nation entière pour plusieurs raisons. D'abord, l'altercation qui a coûté la vie à Garner a été filmée puis diffusée sur Internet. Sur la vidéo, Garner est appréhendé par la police pour vente illégale de cigarettes. Les policiers le plaquent ensuite au sol et l'un d'entre eux, Daniel Pantaleo, effectue une prise d'étranglement sur Garner. Eric Garner aurait répété inlassablement qu'il manquait d'air en répétant 11 fois les mots « I can't breath » avant d'être étouffé à mort par le policier. (Marcus, 2016 : 56) Suite à l'autopsie, la cause officielle de la mort d'Eric Garner est considérée comme un homicide résultant d'un étranglement, une manœuvre interdite par la police de New York depuis 1993. Toutefois, un grand jury refusera d'inculper le policier blanc responsable de la mort d'Eric Garner : les membres du grand jury considèrent que suite aux éléments de preuves qui leur ont été présentés, il n'y a pas de cause raisonnable permettant de voter pour une inculpation. Cette décision donnera lieu à de nombreuses manifestations auxquelles le mouvement *Black Lives Matter* participera activement. Le slogan « I can't breath » est devenu un refrain des manifestants des droits civils. (Marcus 2016 : 65) Il souligne l'oppression constante dans laquelle

NOTE D'ANALYSE

L'oppression policière des Afro-Américains et la création du mouvement Black Lives Matter, Jasmine Denoncourt

les Noirs vivent ainsi que la restriction de leur liberté. Ce cas particulier a également soulevé un débat sur l'utilisation des caméras. En effet, certains citoyens et membres de *Black Lives Matter* sont partisans de cette pratique, car elle permet de prouver des actes de brutalité policière. À l'opposé, d'autres citoyens et membres de ce même groupe dénoncent l'utilisation de ces vidéos, qui se retrouvent souvent sur les réseaux sociaux, car il s'agit d'un geste irrespectueux envers les familles des défunts et d'une banalisation de la mort des victimes.

L'AFFAIRE MICHAEL BROWN

Un autre incident hautement médiatisé surviendra le 9 août 2014. Michael Brown, un Afro-Américain de 18 ans non armé au moment des faits, est alors abattu par Darren Wilson, un policier blanc de Ferguson dans l'État du Missouri. Des versions divergentes seront données par les policiers impliqués et les différents témoins de l'altercation. Selon la police, l'agent Darren Wilson a agi en état de légitime défense. Selon les témoins, Brown avait d'abord essayé de s'enfuir, mais lorsque le policier est sorti armé de son véhicule, le jeune homme aurait levé les mains afin de se rendre. C'est à ce moment qu'il aurait été abattu de six coups de feu (Onyemaobim, 2016 : 173). La mort de Brown entrainera neufs jours de manifestations violentes ont ébranlé la ville de Ferguson. Dans cette affaire, *Black Lives Matter* a bien évidemment accordé son soutien aux manifestants de Ferguson. En novembre 2014, un jury composé de 12 citoyens décide de ne pas mettre en accusation l'officier Wilson. Les éléments de preuves n'étaient pas assez solides et certains témoignages étaient contradictoires selon le jury. Cette annonce sera suivie d'une autre vague de protestations. Dans cette affaire, un nouvel acteur entrera toutefois en jeu : le président Barack Obama dénonce alors les méthodes policières à l'endroit des Afro-Américains et critique le système de justice. Dans un [discours](#) prononcé en septembre 2014 devant le Congressional Black Caucus, il mentionne que trop de jeunes hommes de couleur se sentent ciblés par l'application des lois. Ils sont jugés selon des stéréotypes qui alimentent la peur et le ressentiment. Il signale aussi que la loi n'est pas toujours appliquée uniformément dans ce pays et que les jeunes hommes noirs sont parfois traités différemment par les forces de l'ordre (The White House, 2017). Avec un nouvel acteur tel que le président pour appuyer la position de *Black Lives Matter*, le mouvement a alors fortement gagné en légitimité.

LE CAS FREDDIE GRAY

La mort de Freddie Gray est survenue le 12 avril 2015 à Baltimore, dans le Maryland. Encore une fois, cette affaire implique un Afro-Américain et des forces policières essentiellement blanches. L'homme de 25 ans est arrêté par des policiers, car il est soupçonné, à tort, d'être en possession d'une arme blanche. Des passants filment son arrestation : Gray est plaqué au sol, hurlant de douleur, puis est ensuite jeté dans le camion de police. À son arrivée au poste de police, Freddie Gray est inconscient. Il décèdera une semaine plus tard des suites de ses blessures à la colonne vertébrale (Radio-Canada, 2016b). De nombreuses protestations pacifiques ont commencé à Baltimore le jour de son enterrement. Pour les manifestants, dont fait partie le regroupement *Black Lives Matter*, l'arrestation et la mort de Gray traduisent une crise urgente, en plus des problèmes sociaux et structurels préexistants dans la ville. Parmi ces problèmes, la pauvreté, la méfiance historique entre résidents noirs et policiers ainsi que des politiques discriminatoires. La situation est particulièrement grave pour les personnes de couleur (Wen et al., 2015 : 1958). Cependant, les politiciens de l'État et les forces policières s'opposent fortement à ces protestations. Le maire de Baltimore impose d'ailleurs un couvre-feu, en plus de demander aux policiers et aux pompiers

de s'organiser pour coordonner une réponse ferme face aux émeutes. Vers la fin avril, le gouverneur républicain Larry Hogan déclarera même l'état d'urgence et dépêchera la Garde nationale pour mettre fin au conflit (Wen et al., 2015 :1957). Ce cas est particulier, car il souligne l'utilisation massive de la force étatique pour mettre fin aux protestations des groupes pour la défense des droits des Noirs. Il s'agit encore une fois d'une affaire où les policiers impliqués n'ont pas été traduits en justice. L'absence de procès suite à cette affaire a contribué à approfondir le fossé entre les forces de l'ordre et la communauté noire (Barker, 2016a : 1).

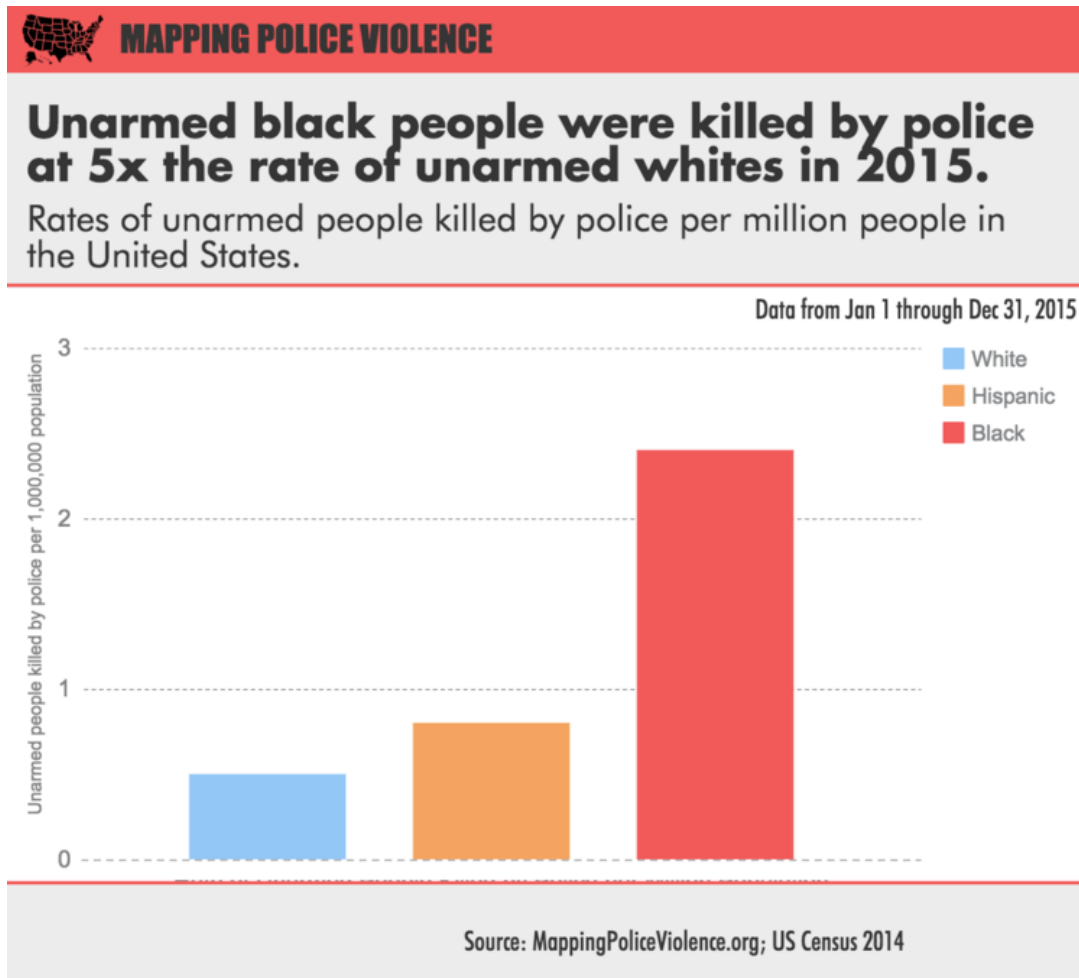
LES CAS D'ANTON STERLING ET DE PHILANDO CASTILE

Les morts d'Anton Sterling et de Philando Castile sont les deux derniers cas de bévues policières médiatisées à avoir marqué les États-Unis. Le cas d'Anton Sterling est survenu le 5 juillet 2016 à Baton Rouge, en Louisiane. Sterling était un vendeur de CD à la sauvette qui refusait d'obtempérer alors que les policiers l'interpellent pour vente illégale. Ceux-ci le plaquent au sol afin de le contrôler. Une fois maîtrisé, l'un des officiers aurait crié que Sterling était en possession d'une arme. Plusieurs coups sont alors tirés et Sterling est abattu à bout portant. Une enquête fédérale, toujours en cours à l'heure actuelle, est ouverte pour investiguer sur l'action des policiers (Gallo, 2017). Le lendemain, Philando Castile est abattu dans sa voiture à Falcon Heights dans le Minnesota. L'agonie de Philando Castile est filmée et diffusée en direct sur les réseaux sociaux. En effet, sa compagne, Diamond Reynolds, a filmé l'intervention policière et explique que le policier a tiré sur Castile alors que celui-ci cherchait ses papiers d'identité après avoir été contrôlé pour un phare cassé (Roberts et Pilgrim, 2016 : 1). Le policier responsable, Jeronimo Yanez, retournera au travail, dans une fonction administrative, un mois après l'événement (Barker, 2016b : 4). Ces deux cas font partie d'une longue liste d'incidents mortels survenus entre les forces policières et la minorité noire depuis moins de cinq ans.

Précisions autour du cas de Freddie Gray
En juillet 2016, la procureure de l'État, Marilyn Mosby, avait fait une sortie publique pour déclarer qu'il existait un parti pris évident chez les agents enquêtant sur la mort de Freddie Gray. Mosby affirmait se ranger derrière l'avis du coroner, qui a déterminé que la mort de Freddie Grey était bel et bien un homicide. Le syndicat de la police de Baltimore a demandé aux procureurs un non-lieu pour les policiers qui attendaient d'être jugés dans l'affaire. Les procureurs ont alors abandonné les accusations portées contre Garrett Miller, William Porter et Alicia White, les policiers impliqués dans le meurtre de (Radio-Canada, 2016a).

Cependant, suite à ces morts, les médias américains se sont très largement concentrés sur les élections présidentielles et ont fortement délaissé les autres sujets. Ceci explique en partie pourquoi peu de cas ont été rapportés depuis. Le cas particulier de Castile va relancer le débat sur l'utilisation des vidéos et des médias sociaux pour médiatiser les altercations entre les forces de l'ordre et les Noirs américains.

Ratio du nombre de personnes tuées par la police selon leur race en 2015 (Mapping Police Violence, 2015)



OPPOSITION À BLACK LIVES MATTER

Avec la montée de la visibilité du mouvement *Black Lives Matter*, des groupes d'opposition se sont également constitués. La majorité des opposants soulèvent un débat autour de la pertinence d'un mouvement défendant spécifiquement les Noirs. Le plus connu est certainement [All Lives Matter](#). Il s'agit d'un mouvement qui constitue une critique directe à *Black Lives Matter*. En effet, les partisans utilisent le slogan pour signifier que *Black Lives Matter* minimise l'importance que peut avoir la vie des personnes non-noires, que le mouvement *Black Lives Matter* est une forme de favoritisme envers les Noirs, une discrimination inversée (Marino, 2015 : 6). Dans le même ordre d'idée, le mouvement [Blue Lives Matter](#) s'est également créé. C'est un mouvement pro-police créé en 2014. Il cherche à mettre fin aux allégations de brutalités policières à l'encontre de la communauté afro-américaine, en plus de souligner que de nombreux officiers de police perdent la vie chaque jour à travers le pays (Harden-Moore, 2016 : 2). De plus, certains détracteurs de *Black Lives Matter* ont noté la violence du groupe et de ses protestations. La tuerie de juillet 2016 au Texas a d'ailleurs conforté certains opposants dans cette idée. Cette fusillade, qui a fait 5 morts et 7 blessés, a eu lieu à Dallas lors d'un rassemblement en appui à la minorité noire et soutenue par *Black Lives Matter* (Karimi et al., 2016). Cette attaque avait été orchestrée par Micah Xavier

NOTE D'ANALYSE

L'oppression policière des Afro-Américains et la création du mouvement Black Lives Matter, Jasmine Denoncourt

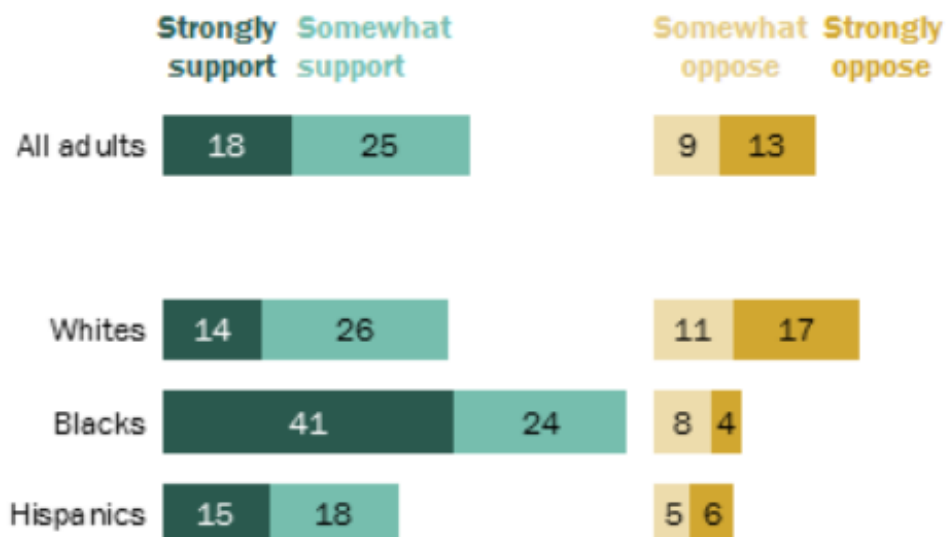
Johnson, un Afro-Américain et ancien membre de l'armée américaine. Elle avait pour but de tuer le plus grand nombre de policiers blancs possibles. Cet acte se voulait une réponse à la brutalité policière subie par les Noirs, mais, plus précisément, une vengeance directe pour la mort de Sterling et Castile qui s'étaient produites plus tôt dans le mois. Cet événement a grandement nui à la visibilité de *Black Lives Matter*.

PERCEPTION ACTUELLE DU MOUVEMENT

Suite à tous ces débats, il serait pertinent de savoir où se situe l'opinion publique sur cette question. Depuis sa création en 2013, le mouvement continue d'attirer l'attention à la suite d'autres incidents impliquant la mort d'Étasiens noirs lors d'altercations avec la police. Un sondage de 2016 du Pew Research Centre révèle que la sensibilisation générale à *Black Lives Matter* est répandue chez les adultes américains noirs et blancs. Toutefois, les positions à l'égard du mouvement varient d'un groupe à l'autre. En effet, le soutien à *Black Lives Matter* est particulièrement élevé chez les personnes noires, alors que 65 % soutiennent le mouvement. Chez les Blancs, 40 % des répondants expriment leur soutien. Près de six personnes sur dix, soit 59 % des répondants, estiment que *Black Lives Matter* sera efficace pour promouvoir l'égalité raciale sur le long terme (Pew Research Center, 2017b). Une autre étude menée par le Pew Research Center démontre que moins de la moitié des étasiens (45 %) considèrent que leur pays a fait des progrès substantiels vers l'égalité, alors que 49 % considèrent que beaucoup plus d'effort devront être faits (Pew Research Center, 2017a). Il est donc possible de voir que malgré les controverses et les groupes d'opposition, *Black Lives Matter* possède un appui certain au sein de la société américaine.

Soutien au mouvement Black Lives Matter (Pew Research Center, 2017b)

% saying they _____ the Black Lives Matter movement



PERSPECTIVES D'AVENIR DU MOUVEMENT

Bien que l'oppression de personnes noires soit moins criante qu'auparavant, elle est aujourd'hui présente de façon plus insidieuse. Notamment, les statistiques et les événements nous permettent de voir que les Afro-Américains ont une relation plus conflictuelle que les Blancs avec les forces de l'ordre, comme les policiers et les vigiles citoyennes. Les nombreuses altercations mortelles entre des Noirs et les forces de l'ordre ont contribué à faire évoluer le débat concernant cette oppression. Également, cela a permis au mouvement *Black Lives Matter* d'augmenter en légitimité au cours des dernières années. Si la population blanche est toujours majoritaire aux États-Unis, elle est toutefois en déclin : la population blanche représente actuellement une minorité dans les États de la Californie, du Texas, du Nouveau-Mexique et d'Hawaii. Avec l'apport de l'immigration et le taux de naissance peu élevé des personnes blanches, les populations de couleurs formeront la moitié de la population des États-Unis d'ici 2042 (Feagin, 2014 : 269). Avec cette nouvelle réalité démographique, parions que les demandes des minorités auparavant dominées se feront de plus en plus entendre. Toutefois, il y a également des raisons de croire que le mouvement *Black Lives Matter* n'obtiendra que peu d'appui de la part du nouveau président des États-Unis, Donald Trump. En effet, le président républicain n'est pas d'accord avec les principes et les agissements du mouvement. Pendant la campagne il avait d'ailleurs menacé de s'en prendre physiquement à des militants du mouvement (Thomas, 2017). De plus, lors de cette campagne, Trump a mentionné que *Black Lives Matter* avait un discours haineux (The Hill, 2017). Trump a aussi été critiqué pour son manque de connaissances sur l'histoire des Afro-Américains, particulièrement visible durant son discours prononcé en février 2017 à Washington, le cadre du *Black History Month*. En tant que patron et chef d'entreprise, il a également fait face à plusieurs accusations de discriminations raciales (Trasher, 2017). Pour toutes ces raisons, il est raisonnable de penser que les revendications de *Black Lives Matter* seront moins bien reçues au cours des quatre prochaines années. À l'inverse, les opposants à ce mouvement auront certainement une plus grande tribune et un meilleur appui politique. La réalité démographique ainsi que la présidence de Trump sont donc de nouvelles variables qui changeront très certainement l'évolution des débats autour du mouvement *Black Lives Matter* au cours des années à venir.

Références bibliographiques et informations utiles

ABC News, 2016, *Philando Castile's shooting investigation*, Good Morning America, 7 octobre, URL [disponible ici](#)

Abdul-Jabbar, Kareem, 2015, « Despite the Trump distraction, Black Lives Matter won't be sent to the back of the bus », *Time*, vol. 186, no. 7, 31.

Barker, Cyril Josh, 2016a, « Cops walk free in Freddie Gray case », *New York Amsterdam News*, 28 juillet, 39.

Barker, Cyril Josh, 2016b, « Police officer who killed Philando Castile goes back to work », *New York Amsterdam News*, 25 août, 4.

Black Lives Matter, 2017, <http://blacklivesmatter.com/herstory/>

Boudon, Julien et Stéphane Rials, 2012, *Les textes constitutionnels étrangers*, Presses

NOTE D'ANALYSE

L'oppression policière des Afro-Américains et la création du mouvement Black Lives Matter, Jasmine Denoncourt

universitaires de France.

Camera, Lauren, 2015, « Despite Progress, Graduation Gaps Between Whites and Minorities Persist », *US News*, 2 décembre, URL [disponible ici](#)

Corbo, Claude et Frédérick Gagnon, 2016, *États-Unis d'Amérique : Les institutions politiques*, Septentrion.

FBI, 2016, URL [disponible ici](#)

Feagin, Joe R., 2014, *Racist America*, Routledge.

French, David, 2012, « Conservatives and the Trayvon Martin case », *Commentary*, vol. 133, no. 6, 51-54.

Fouques, Manon, 2014, « Les droits et libertés fondamentales dans l'ordre juridique américain : notions, mécanismes juridictionnels et portée jurisprudentielle », *Université de Paris Ouest Nanterre la Défense*, URL [disponible ici](#)

Gallo, Andrea, 2017, « No word yet on Alton Sterling investigation, but police expect advance notice of results », *The Advocate*, URL [disponible ici](#)

Gouvernement du Canada, 2015, « 9.0 Victime de la haine et des crimes haineux », dans *Guide de traitement des victimes d'actes criminels : application de la recherche à la pratique clinique*.

Harden-moore, Tai, 2016, « Black Lives vs. All Lives and Blue Lives: Why are non-Blacks threatened by the Black Lives Matter Movement? », *The Skanner*, 20 juillet, 2.

Karimi, Faith et al., 2016, URL [disponible ici](#)

Macdonald, Heather, 2016, « Obama's assault on the Police », *Commentary*, vol. 141, no. 3, mars, 11-14.

Mapping Police Violence, 2017, URL [disponible ici](#)

Marcus, Nancy, 2016, « From Edward to Eric Garner and beyond: The importance of constitutional limitations on Lethal use of force in Police Reform », *Duke Journal of Constitutional Law & Public Policy*, vol. 12, no 1, 53-105.

Marino, Gordon, 2015, « All Lives Matter' vs. Black Lives Matter », *Commonwealth Magazine*, Pew vol.142, no. 15, 6-7.

Onyemaobim, Ikedi O., 2016, « The Michael Brown Legacy: Police brutality and minority persecution », *George Mason University Civil Rights Law Journal*, vol. 26, no. 2, 157-182.

Pew Research Center, 2017a, URL [disponible ici](#)

Pew Research Center, 2017b, URL [disponible ici](#)

NOTE D'ANALYSE

L'oppression policière des Afro-Américains et la création du mouvement Black Lives Matter, Jasmine Denoncourt

Pew Research Center, 2017c, URL [disponible ici](#)

Radio-Canada, 2016a, URL [disponible ici](#)

Radio-Canada, 2016b, URL [disponible ici](#)

Risen, Clay, 2014, *The Bill of the Century: The Epic Battle for the Civil Rights Act*, Bloomsbury Press.

Ross, Josephine, 2016, « Cops on Trial: Did Fourth Amendment Case Law Help George Zimmerman's Claim of Self-Defense? », *Seattle University Law Review*, vol. 40, no. 1, 1-57.

Sabbagh, Daniel, 2004, « La représentation électorale des minorités ethno-raciales aux États-Unis », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 11, no.3, 457-469.

Stockdale, Franklin, 2016, « Withdrawing a license to kill: Why American Law should Jettison 'Stand our ground' and Adopt the English Approach to Retreat », *International & Comparative Law Review*, vol 39, no. 2, 453-480.

The Hill, 2017, URL [disponible ici](#)

The White House, 2017, URL [disponible ici](#)

Thomas, N., 2017, URL [disponible ici](#)

Thompson-Miller, Ruth et al., 2015, *Jim Crow's Legacy: The Lasting Impact of Segregation*, Rowman & Littlefield.

Toporek, Rebecca L, 2013, « Violence against Individuals and Communities: Reflecting on the Trayvon Martin Case », *Journal for Social Action in Counseling and Psychology*, vol. 5, no. 1, 1-11.

Trasher, Steven W, 2017, « Donald Trump's 'listening session' on Black History Month was anything but... but at its worst », *The Guardian*, 2 février, URL [disponible ici](#)

Wen, L.S. et al., 2015, « Public Health in the Unrest: Baltimore's Preparedness and Response after Freddie Gray's Death », *American Journal of Public Health*, vol. 105, no. 10, octobre, 1957-1959.

Publié par :

Observatoire des politiques publiques
de l'Université de Sherbrooke
2500, boul. de l'Université
Sherbrooke, Qc, J1K 2R1
+ 1 (819) 821-8000 poste 63622

Contact :

Annie Chaloux
Annie.Chaloux@USherbrooke.ca

Cette note d'analyse a été rédigée dans le cadre d'un cours à la maîtrise à l'École de politique appliquée, donné par la professeure Karine Prémont. Les points de vue exprimés dans cette fiche sont ceux de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement le point de vue ou l'opinion de l'OPPUS et de ses partenaires.